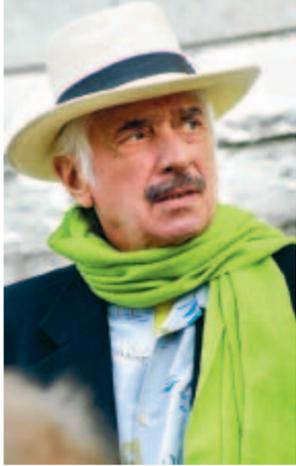


Les candidats d'ouverture, ça marche !

COMMUNES Trois universités ont décrypté les résultats du 14 octobre en Wallonie

► Selon les travaux des politologues de l'ULB, de l'UCL et de Liège, l'ouverture d'une liste à des « non-politiques » peut faire gagner de 5 à 7 %.

► Les élections locales sont très particulières. Elles laissent la place à des listes, des sigles et des candidats atypiques.



Le chanteur Lou Deprijck poussait la liste Ensemble à Lessines. Il a été élu avec 444 voix. © OLIVIER PAPEGNIS.



Jean-Denis Lejeune, sur une liste IC, a cartonné à Flémalle : 946 voix de préférence. © PIERRE-YVES THIENPONT.



Candidat sur une liste Action à Bertrix, Denis Collard, M. Météo de la RTBF, est échevin. © FRÉDÉRIC HUMBLET.



Nathalie Winden, bien connue des téléspectateurs de RTL-TVI, a été élue sur une Liste Maieur. © D.R.

Un bataillon de chercheurs en sciences politiques de l'ULB, de l'UCL et de l'Université de Liège sont occupés à étudier de près les résultats des élections communales et provinciales en Wallonie.

Moins de quatre mois après les scrutins, les premiers résultats sont connus. Ils aideront notamment Paul Furlan (PS), le ministre des Pouvoirs locaux, qui finance les recherches, à remplir l'obligation qui lui est désormais imposée par le Code de la démocratie : un rapport complet sur les élections à présenter au parlement wallon, avant le 31 mai.

L'exercice permettra aussi une analyse plus riche de phénomènes qui soulèvent bien des interrogations parmi les démocrates : l'abstention résolument en hausse, la place des femmes dans le processus électoral et celle des étrangers, peu nombreux à se présenter (lire ci-contre).

Le poids des listes sans sigle national. Le 14 octobre, on recensait 1.012 listes et 19.675 candidats. Ce scrutin est très particulier : à peine 481 listes sur 1.012 se présentaient sous le label classique d'un parti national traditionnel. On a uniquement dénombré 28 entités sur 262 où PS, MR, CDH et Ecolo se présentaient ensemble, sous leur sigle.

Voilà qui complique singulièrement la lecture des résultats électoraux lorsqu'il s'agit d'apprécier l'état de forme des partis qui dominent la vie politique belge.

Certains cas s'apparentent même de véritables casse-têtes pour les politologues les plus chevronnés. Ainsi trois listes se présen-

taient à Hastière. Leurs noms ? Avenir, Union et Renouveau...

Une fois soulagée de toutes les formations « quasi-nationales » ou des alliances de circonstance, le constat est clair : 14 % des 1.012 listes répertoriées peuvent être considérées sans étiquette politique, de création locale.

Le mystère des alliances électorales. Les chercheurs ont recensé 110 listes (10,9 % du total) qui peuvent être considérées comme des listes d'alliance entre plusieurs formations politiques.

Curieusement, le phénomène est d'ampleur très variable d'une province wallonne à l'autre. C'est à Liège qu'on se montre le plus réticent : 7,6 % à peine. A l'inverse,

la formule est très courante dans les petites entités rurales du Luxembourg.

Le CDH est le plus présent dans ces listes composites (78 alliances) devant le MR (69), le PS (58) et Ecolo (42).

Les avantages des candidats d'ouverture. Il faut d'abord s'entendre sur cette notion. Les responsables de l'étude ont retenu l'idée du candidat présenté clairement (presse, affiches, folders...) comme n'appartenant pas au sérail et n'étant affilié à aucune formation politique.

Le phénomène a tendance à se généraliser, pas toujours avec des « people » : 381 des 1.012 listes du 14 octobre dernier (37,6 %

ont présenté un ou des candidats dits d'ouverture.

En moyenne, sur chacune de ces listes, près d'un candidat sur trois (32,4 %) était « d'ouverture ». Autre donnée : un total de 83 listes affichaient plus de 50 % de candidats « non politiques ».

La tendance risque de s'amplifier car selon les chercheurs des trois universités, cela marche : sur la base des modèles qu'ils ont établis et des multiples critères répertoriés, on peut estimer que l'ouverture d'une liste lui permet d'augmenter sa performance électorale de 5 à 7 %. C'est surtout vrai au PS et chez Ecolo, un peu moins au MR et au CDH. ■

ERIC DEFFET

ABSTENTIONS

12,2

Le taux d'abstention moyen en Wallonie lors des communales de 2012. En hausse puisqu'on en était à 8 % six ans plus tôt. C'est à Liège (19,7 %) que l'abstention a été la plus forte. A l'inverse, elle n'a été que de 2,5 % à Daverdisse.

FÉMINISATION

1.854

Le nombre de femmes qui siègent dans les 262 conseils communaux wallons, après le dernier scrutin, sur un total de 5.306 élus. Ce qui représente 35 % du total. Six ans plus tôt, ce pourcentage n'était que de 32 % : 1.667 femmes sur 5.214 élus.

ÉTRANGERS

353

Le nombre de candidats de nationalité étrangère répertoriés lors des dernières élections communales en Wallonie, sur un total de 5.306 candidats. Parmi ces prétendants, 32 à peine ont été élus dans 24 communes différentes.

Labille défend l'habitat solidaire

LOGEMENT Simplification administrative

L'habitat solidaire, ce sont des logements hébergeant, en mode collectif, des personnes en situation de précarité. Une formule qui se développe en Belgique, malgré les difficultés administratives. Ce mardi, une journée d'études y est consacrée. Pour l'occasion, des chercheurs des Facultés Saint-Louis et de l'ASBL Habitat et Participation ont actualisé une étude de 2006.

Verdict ? Aujourd'hui, comme il y a six ans, « l'habitat solidaire est hors normes ». Or, souligne l'étude dont *Le Soir* a pris connaissance, l'habitat solidaire aurait plus que jamais sa place dans notre société. « Cette formule regroupe des personnes sans lien familial, précarisées rappellent les chercheurs. Elle s'adresse donc en particulier aux demandeurs d'asile, pensionnés, personnes handicapées, jeunes chômeurs, personnes en souffrance mentale. Mais aussi, et c'est nouveau, aux ex-détenus... » Autant de personnes qui trouvent dans l'habitat solidaire un logement à coût réduit mais aussi un lien de solidarité.

Des besoins criants

Et, en 2012 plus encore qu'en 2006, les besoins sont criants. C'est qu'en six ans, le boom démographique est passé par là. « Aujourd'hui, il manque, chaque année, 20.000 à 24.000 logements sur le marché », évoque encore l'étude. La disponibilité de logements sur le marché est problématique ; le coût des logements l'est encore davantage. Résultat : la demande de formules alternatives d'habitat augmente, en particulier d'habitats solidaires. Sans que l'offre ne permette d'y répondre. Aujourd'hui, ces hébergements abritent en moyenne 8 à 10 personnes, pour des séjours



Jean-Pascal Labille. © SYLVAIN PIRAVIN.

courts (6 mois à 4 ans), pour un loyer moyen de 350 euros.

Du reste, et c'est la conclusion principale de l'étude, la formule se heurte à bien des complications. D'une part, en termes urbanistiques, l'habitat solidaire ne fait pas l'objet d'une définition spécifique. Il est donc soumis aux règles classiques, ce qui pose de nombreux problèmes. D'autre part, le statut social des personnes optant pour cette formule n'est pas garanti. « Le fait de déterminer si les personnes vivant collectivement sont considérées comme cohabitantes ou gardent leur statut d'isolé est totalement aléatoire. Cela dépend d'un cas à l'autre, selon l'évaluation de l'assistant social, de l'agent de police ou de l'agent de l'Onem ! », relève l'étude. Or, en perdant leur statut d'isolé(e), les personnes précarisées perdent, dans la foulée, une série d'aides sociales. « Un imbroglio administratif », qui a de quoi les décourager d'entrer dans un habitat solidaire. Les auteurs de l'étude plaident donc clairement pour un encadrement clair du concept, qui pourrait passer, plaident-ils, par une labellisation des lieux, des projets et des personnes qui y souscrivent.

Ce matin, à la faveur de la journée d'études, le ministre en charge de la Politique des Grandes Villes, Jean-Pascal Labille (PS), plaidait en ce sens. V.La.



Votre chantier est aussi le nôtre

Un vrai contact vous assure un bon contrat.

Avec nous, vous faites le bon choix pour assurer votre logement. Vous pouvez compter sur une gamme d'assurances de qualité, des conseils avisés et un service personnalisé chez vous ou dans nos bureaux. Fédérale Assurance, depuis plus de 100 ans le spécialiste pour votre crédit hypothécaire et vos assurances construction, sait combien il est important pour vous de pouvoir compter à tout moment sur un vrai contact en plus d'un bon contrat. Nous sommes avec vous sur le terrain dès la pose de la première pierre.

Plus d'info :

www.federale.be

Pour rencontrer le conseiller ou le gérant du bureau de votre région :

0800-14.200

FEDERALE
Assurance

L'assureur qui partage ses bénéfices avec vous

